

Liminaire au CSE Siège

29 mars 2023

A QUI LE TOUR ?

Depuis un an et la réélection d'Emmanuel Macron, le démantèlement de l'audiovisuel public déjà à l'œuvre a connu une très nette accélération.

Ça a commencé avec la suppression de la contribution à l'audiovisuel public : une suppression qui a placé du jour au lendemain ce secteur d'activité dans une situation de fragilité et d'incertitude très forte quant à son avenir.

Et cette incertitude n'est pas levée, puisque le financement actuel est provisoire et doit être revu. Sur quelles bases ? Pour quel projet ? Rien ne filtre...

Si ce n'est que les décisions prises par la direction de France Télévisions questionnent :

- Le 5 juillet dernier la Présidente a annoncé la suppression des éditions nationales de France 3 sans pour autant proposer de projet alternatif pour les salariés concernés par cette décision.
- Ensuite, c'est le bail du Franay que la direction a choisi de ne pas renouveler, préférant aux moyens internes, le recours à un prestataire privé.
- Parallèlement à cela, l'équipe de fiction numérique de Bordeaux a été réduite à peau de chagrin, l'équipe légère de Nancy aussi... et vendredi 24 mars le service « équipes légères Siège » a appris sa fermeture au 31 décembre 2023 !

Un service créé sur les décombres de l'ORTF en 1974. Il avait résisté depuis toutes ces années, mais aujourd'hui, la direction veut sa peau.

Les raisons invoquées sont organisationnelles, économiques, voire écologiques... Mais elles ne convainquent pas...

La CGT a démontré que dans le privé, les documentaires font encore appel très majoritairement au travail de techniciens, cadres, preneurs de son et éclairagistes et que contrairement à certaines affirmations, le coût réel des équipes internes n'y est pas plus élevé.

Bilan ?

En un an, la direction n'a su proposer aux élus et aux salariés que des projets de destruction des services de l'audiovisuel public au profit du privé.

Tout cela donne à penser que c'est une restructuration de plus grande ampleur négociée dans le cadre du futur contrat entre FTV et l'État qui est en œuvre, un projet qui s'apparente à une privatisation progressive de l'audiovisuel public.

Même le projet TEMPO, adossé à une régionalisation qui n'en a que le nom, entre dans cette logique et les rumeurs de fusion France bleu/France 3 loin de rassurer, ont douchés les espoirs des personnels des régions.

C'est donc bien un projet plus global, un choix politique qui sont aujourd'hui à l'œuvre avec une remise en question des missions de l'audiovisuel public.

C'est aussi un non-sens économique.

A France Télévisions, alors que le contexte social du pays est des plus tendus : les salariés apprennent qu'ils n'auront bientôt plus de boulot... Mais qu'il leur faudra quand même travailler 2 ans de plus !

Paris, le 29 mars 2023